

chie, et ne voulait pas de l'union; peut-être était-il de bonne foi, car l'intérêt personnel, si habile à voiler la vérité, pouvait l'empêcher de comprendre la nécessité de se donner au Piémont. Il voyait Venise se suffire jusqu'alors, et espérait qu'en continuant ainsi, l'Autriche serait expulsée et la Vénétie constituée à part; mais c'était là un point de vue très-faux. Les populations comprenaient mieux la situation, et demandaient la fusion à grands cris. En voyant le gouvernement refuser d'entrer dans cette voie et s'obstiner à maintenir sa république sans aucun égard pour les vœux du pays, quatre des huit provinces vénitiennes, celles de Trévise, de Padoue, de Vicence et de Rovigo, protestèrent formellement, et imitant la Lombardie, ouvrirent des registres où tous les citoyens vinrent inscrire leurs vœux qui furent à peu près unanimes pour la fusion. Le gouvernement se décida alors à consulter aussi la province de Venise; quant aux trois autres, celle de Vérone n'avait jamais été abandonnée par les Autrichiens, et celles d'Udine et de Bellune étaient déjà reconquises; on était alors à la fin de mai. Mais les intentions du gouvernement étaient peu loyales; sachant l'opinion des masses trop bien disposée en faveur du Piémont, il ne voulut pas ouvrir des registres comme on avait fait partout, et il aima mieux convoquer une assemblée chargée de décider la question, et sur laquelle il comptait exercer plus facilement son influence. Cette assemblée fut nommée par le suffrage universel, à raison d'un représentant pour 2 mille habitants, et sa réunion était fixée au 18 juin. Mais le gouvernement qui cherchait à gagner du temps et à se prolonger au pouvoir, s'autorisa des malheureux événements qui se succédaient alors chaque jour autour